

En bref – février 2014

Croissance, emploi, productivité : le lien perdu

Olivier Passet

Directeur des synthèses économiques, groupe Xerfi

opasset@xerfi.fr

La question du lien entre croissance, emploi productivité est depuis toujours sujette à controverses. Selon l'horizon de temps et l'échelle à laquelle on observe le phénomène, les constats peuvent diverger. Si le plus souvent, l'automatisation ou les efforts transitoires de rationalisation détruisent de l'emploi au niveau de l'entreprise, leur impact à l'échelle agrégée d'une économie est plus complexe. Il dépendra notamment de la qualité du déversement des emplois sur d'autres secteurs, des gains de pouvoir d'achat induits par la baisse des coûts de production et de l'accroissement des parts de marché. La majorité de macro-économistes s'entendent au final sur le fait que les phases de restauration de la productivité peuvent être transitoirement préjudiciables à l'emploi, mais qu'à long terme, cette restauration constitue la source de la croissance, de l'emploi et de la stabilité du chômage. Ce point de vue rallie les néo-keynésiens et les néo-classiques¹, pour qui le chômage d'équilibre décroît lorsque productivité croît ou s'accélère.

Au final, dans la plupart des modèles de référence, l'emploi et le chômage fluctuent avec la croissance, auxquels ils s'ajustent avec un délai moyen de quelques trimestres. La croissance de la productivité est généralement considérée comme constante et reflète l'état des techniques. Si la croissance est de 3 % et que la productivité tendancielle est de 1,5 %, on s'attend alors, à terme, à une croissance de 1,5 % de l'emploi. Si la croissance est de 1,5%, l'emploi stagnera et passera dans le rouge en deçà. C'est ce calibrage sommaire qu'ont en tête la plupart des conjoncturistes dans les cas français et européen. De surcroît, lorsqu'après un choc négatif, la productivité s'écarte de sa tendance, la croissance de l'emploi sera ralentie jusqu'à restauration du trend. En définitive, la loi d'Okun² a la vie dure, même si ses coefficients varient au cours du temps.

La relation est pourtant profondément dérégulée depuis quelques années. Un dérèglement qui

¹ NAIRU ou WS-PS.

² Qui relie taux de croissance du chômage et taux de croissance du PIB : variation du taux de chômage = $a \cdot (\text{croissance réelle du PIB} - \text{cste})$

soulève de nombreuses incertitudes sur la dynamique future de la croissance et de l'emploi.

Regardons d'abord les tendances de moyen terme de croissance et d'emploi entre 2008 et 2013 au plan européen (Graphique 1). Et que constatons-nous ? Que 5 à 7 pays ont stabilisé ou quasi stabilisé leur emploi avec moins de 1 % de croissance en moyenne annuelle depuis 2008. C'est le cas de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Suède, de la Belgique, du Royaume-Uni. Et la France et les Pays-Bas ne sont pas loin de ce cas de figure.

Graphique 1 : Taux de croissance moyen de l'emploi total et du PIB entre T1 2008 et T3 2013

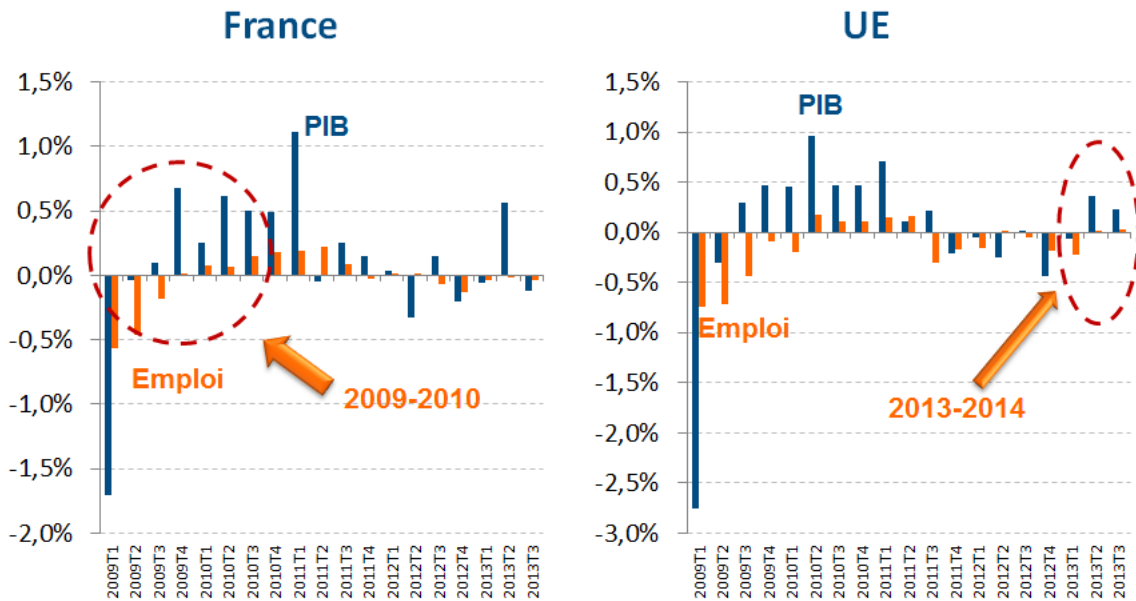
	Croissance Moyenne annuelle	Emploi Moyenne annuelle
Autriche	+0,2 %	+ 0,8 %
Allemagne	+0,4 %	+0,7%
Suède	+0,9 %	+0,4%
Belgique	+0,2 %	+0,4%
Royaume-Uni	- 0,3 %	+0,3%
France	-0,1 %	-0,2%
Pays-Bas	-0,7 %	-0,3%

Source : Eurostat

Le fameux point de repère selon lequel on recommencerait à créer des emplois à partir de 1,5 % de croissance et avec un décalage d'un an, est en fait totalement malmené par les faits. La vérité est que depuis le début de la crise, les instituts de conjoncture accumulent les erreurs sur l'emploi. Surestimant les destructions en phase de ralentissement et sous-estimant systématiquement le rebond lors des retournements. Prenons par exemple, dans le cas français, le retournement de l'emploi de la fin 2009. Il s'est esquissé presque instantanément avec la reprise de l'activité, alors même que la productivité des entreprises était très dégradée : dès que la croissance est sortie de la zone rouge, au 3ème trimestre 2009, l'emploi s'est quasiment stabilisé, puis est reparti à la hausse dès le trimestre suivant alors que la productivité était de 3% inférieure à son pic d'avant-crise. L'économie a ensuite créé 270 000 emplois en l'espace de 2 ans, avec un rythme de croissance légèrement inférieur à 2%, gommant 60% des pertes liées à la crise de 2008 (graphique 2).

Prenons aujourd'hui l'emploi européen. Il est déjà en très légère hausse depuis 2 trimestres, alors que la croissance n'excède pas 1,2 % en rythme annuel au cours des deux derniers trimestres et que le PIB diminuait précédemment (graphique 2).

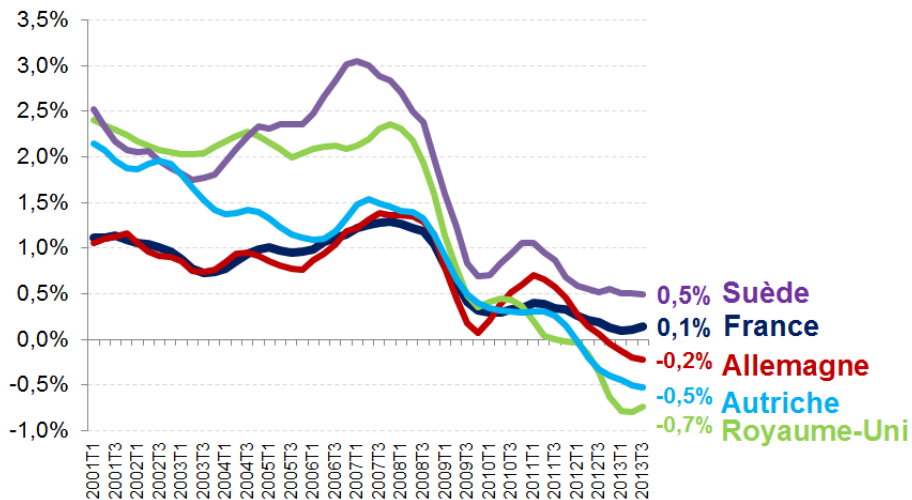
Graphique 2 : Croissance trimestrielle de l'emploi et du PIB



Source : Eurostat

Si l'on adopte un point de vue pessimiste, tout porte à croire que ralentissement de la productivité est durable. Les variations de l'emploi ont été amorties au détriment de notre efficacité productive. Et ce ralentissement de la productivité témoignerait d'une panne du progrès technique et de l'accumulation, qui devrait alors imprimer durablement sa marque sur le taux de chômage structurel. C'est probablement la posture qu'adopteront « déclinistes » dans le cas français. Mais il va falloir expliquer pourquoi tant de modèles qui constituent des références sur le plan du chômage, en niveau ou en dynamique, font encore pire ou pas beaucoup mieux que nous en la matière (graphique 3).

Graphique 3 : Croissance de la productivité, moyenne glissante sur 5 ans



Source : Eurostat

Et il faut bien en convenir, le lien croissance/emploi est profondément perturbé. En France comme ailleurs. On peut évoquer au moins trois raisons à cela :

- Premièrement, le fait qu'en France comme ailleurs, c'est moins l'emploi, que le « halo » de l'emploi qui s'accroît. En France, les CDD très courts, l'auto-entrepreneuriat. En Allemagne et ailleurs, des emplois très fragmentés qui participent peu à la création de richesse.
- Deuxièmement, le fait que nos mesures d'activité rendent de plus en plus mal compte de la qualité de la production. Les services rendus par les objets, la qualité de leur accès, la qualité des services en général, sont mal appréhendés.
- Enfin, l'externalisation toujours plus poussée des chaînes de valeur tend de plus en plus à maintenir sur le territoire des coûts fixes alors que la production se relocalise. Alors que les échanges de services entre les têtes de groupe et leurs filiales sont sous facturés ou non facturés. L'externalisation produit donc une baisse apparente de la productivité, qui ne correspond pas à la réalité consolidée des groupes.

En définitive, l'application des mécanismes économiques standards peut être source aujourd'hui de grosses erreurs d'interprétation et de prévision, voire de contresens. Ni en matière d'emploi ni en matière de productivité, la France ne constitue une exception. Une fois n'est pas coutume, c'est peut-être bien le thermomètre et nos raisonnements qu'il faut réviser.



Directeur de la rédaction : Laurent Faibis, Président de Xerfi
Responsable de Xerfi-Synthèse : Olivier Passet, Directeur des synthèses économiques
Responsable de la diffusion : Solène Etienne
Comité de rédaction : Jean-Baptiste Bellon, Conseiller de Xerfi, Alexandre Boulègue, Directeur d'études Xerfi France, Damien Festor, Directeur de Xerfi France, Aurélien Duthoit, Manager Xerfi Global, Laurent Marty, Directeur général de Xerfi, Pascale Mollo, Chef de projet, Alexandre Mirlicourtois, Directeur de la conjoncture et de la prévision.
Société éditrice : Xerfi.com, 13 rue de Calais, 75009 Paris. 01 53 21 81 51, ISSN 1760-8473

Achévé de rédiger le 12 février 2014

Relations presse : Sophie Barrois / Contact : sbarrois@xerfi.fr